

LA GUERRE ITALO-ETHIOPIENNE*

(1935 — 1936)

par

ALADÁR KIS

Parallèlement à la naissance du système fasciste total, se constitua, sous une forme plus ou moins définitive, la doctrine compliquée et chaotique du fascisme dont chaque thèse était destinée à préparer les masses italiennes à la guerre, et à développer en elles l'esprit belliqueux. Au début des années 1930, les fascistes lancèrent une offensive idéologique forcée pour propager leurs doctrines, en mettant en avant que le fascisme — en plus d'être le parti qui est identique avec l'État — doit devenir aussi une «une conception de la vie et du monde», adoptée par tous les Italiens. Il faut atteindre — disaient-ils — que le terme «italien» soit aussi apparenté au terme «fasciste» qu'au terme «catholique». En quoi consistait la conception de vie fasciste, sur quels principes était-elle fondée?¹

Le fascisme part d'une conception essentiellement raciste. Les Italiens — disait-il — devraient non seulement «se tailler une place au soleil», mais de plus, ils devraient chercher «la voie d'expansion dans le monde». C'est à quoi les prédestinait leur passé historique et en même temps leur mission. Cependant, en conséquence des péchés commis par le libéralisme bourgeois les Italiens étaient devenus impropres à remplir leur mission. La race italienne devait être purifiée et renouvelée pour qu'elle puisse devenir une race conquérante. Les conditions de la régénération lui étaient offertes par le fascisme, qui en fait, n'était rien d'autre que l'ennoblissement de la race: la «printemps de la race». Le type du fasciste était l'incarnation même de tout ce qui rendait un peuple apte à atteindre des buts nobles. Quels étaient les traits de caractère que le peuple devait emprunter des fascistes? Quel était le type fasciste? Le fasciste brûle d'envie d'agir, il est assoiffé d'action, animé d'un besoin fiévreux de créer, et proclame «le culte de l'action». Le fasciste trouve sa véritable place dans une «tension permanente», car sa «nature en révolte», le maintient dans une permanence et une ferveur constante pour entrer en lice pour la nation «à n'importe quel moment contre tout et tout le monde». Le principe de vie du fasciste est le «vivere pericolosamente».² Parce qu'il sait que la soif de la domination, l'instinct de régner qui le poussent à faire face à de luttes toujours nouvelles conduisent à travers des dangers, des risques et des épreuves

* Chapitre de l'oeuvre en préparation intitulée: «Histoire du fascisme italien» de l'auteur

jusqu'à l'avènement de la victoire. Ni les dangers, ni même les défaites et les échecs ne peuvent retenir le fasciste d'avancer vers son but, parce que pour lui «il n'y a pas d'irréparable», la «tenacité fasciste» ne connaît rien qui l'arrête, rien qu'il ne puisse surmonter.

Si la race italienne s'acquiert ces qualités — dirent-ils — c'est-à-dire, si elle s'identifie au fascisme — elle remplira un rôle dirigeant dans le monde. Toutefois, cela pose encore d'autres conditions. La masse — selon le fascisme — est incapable par elle-même de résoudre une tâche d'ordre supérieur, à laquelle elle ne peut accéder qu'au prix d'une organisation poussée et d'une discipline précise et militaire. Aussi l'individu et tout ce qui lui appartient doivent-ils être subordonnés à l'État fasciste qui incarne et en même temps assure cette organisation et cette discipline. Ceci toutefois ne suffit pas encore. La masse en elle-même est passive, elle ne devient active qu'après avoir adopté un credo, une foi mystique. Il appartient à l'état-major de désigner et de proclamer cette mystique. La mystique révélée par le chef doit être suivie indéfectiblement, sans que sa justesse puisse être mise en doute, parce que le chef, du fait de sa génialité propre (et qui lui a été donné par Dieu) est l'incarnation du credo même qu'il a émis,³ et qu'il a toujours raison.⁴ Chacune des mystiques est une devise de guerre. Suivre la mystique signifie une lutte.⁵ En luttant pour les mystiques le peuple livre toujours de nouvelles batailles, et c'est dans le feu des combats qu'il fait siennes les qualités qui sont celles des meilleurs fils de la patrie, les fascistes. C'est ainsi que la race s'ennoblit. Tous les Italiens doivent observer une triple devise: «Croire, obéir, lutter». «L'ultime raison» de toute la théorie est la lutte, c'est-à-dire la guerre.⁶ La méthode suprême de l'éducation est la lutte qui est en même temps son but. L'éducation doit être centrée sur la préparation à la guerre. La devise du fascisme pour les jeunes est: «le livre et le fusil». Tous les jeunes gens, doivent avoir présent à l'esprit, dès l'école primaire, jusqu'à l'université, qu'ils seront les futurs membres des unités de choc.⁷ Pour les ouvriers et les paysans, le fascisme inventa la devise «la bêche et le fusil». L'idéal de l'ouvrier fasciste est l'ouvrier qui — pareil aux légionnaires de l'antique Rome — part comme soldat vers des terres étrangères pour les conquérir, mais qui emporte sa bêche afin de s'établir sur les terres conquises, d'y faire souche et d'élargir ainsi l'horizon de son peuple et de sa patrie. Cette devise traduit aussi le contenu social de la guerre fasciste — contenu destiné à rendre la guerre sympathique aux yeux des ouvriers et des paysans — étant donné que chaque soldat est en même temps un propriétaire en puissance dans les futures colonies. A côté de ces qualités essentiellement fascistes, le peuple italien devra aussi se multiplier et s'acquérir une supériorité numérique sur les peuples rivaux, parce que le nombre et la quantité équivalent à la puissance. «La condition irremplaçable de la primauté c'est le nombre». Enfin tout Italien devra être fort «dans son corps et dans son âme». Ces conditions remplies, le peuple italien deviendra capable de mener la guerre, la guerre, qui, en réalité, n'a jamais été terminée et qui n'est que la continuation de la première guerre mondiale.⁸

L'idéologie belliqueuse du fascisme présente dans toutes les manifestations du régime, resta pendant longtemps un accessoire de l'arsenal de la propagande de guerre. Sur le plan de la politique étrangère effective, le fascisme ne pouvait pas encore se vanter d'observer une ligne de conduite aussi belliqueuse

que celle préconisée par son programme. En réalité la politique étrangère du fascisme oscillait entre deux poles opposés: un révisionnisme extrémiste, anti-versaillais d'une part, et la tendance de trouver un accord et une possibilité de coopération avec les puissances de Versailles, de l'autre.

Le révisionnisme extrémiste qui constituait la fonction fondamentale du régime sur le plan de la politique étrangère se heurta, dans les années de la stabilisation provisoire du capitalisme (1924 à 1929), à des obstacles puissants. La rivalité de puissance des pays de l'Europe capitaliste s'était provisoirement calmée et conformément au système international créé en 1919, la suprématie de l'Angleterre et de la France, qui se concrétisait dans l'activité de la Société des Nations, resta le facteur principal des conditions de l'Europe capitaliste. L'Italie — après l'échec de l'aventure de Corfou de 1923 — était obligée de se conformer à la situation européenne, et ne pouvait pas envisager d'entrer en lice pour une révision de la décision de Versailles qui la désavantageait. Encore moins pouvait-elle penser de prendre des mesures qui seraient équivalentes à l'ouverture «de la deuxième étape de la guerre inachevée» destinée à transformer la «victoire mutilée» en une «véritable victoire». Étant donné que le long processus de développement intérieur du fascisme lui-même excluait cette alternative, le révisionnisme extrémiste restait une propagande vide, et la politique étrangère italienne était réduite à chercher une issue de ses problèmes dans le cadre du traité de Versailles. Les conditions politiques de la seconde moitié des années 20, assuraient des possibilités plus favorables à cette deuxième alternative. En tant que puissance victorieuse — aux termes des décisions de 1919 — l'Italie pouvait être présente à toutes les conférences internationales importantes convoquées par les grandes puissances en vue de traiter des questions restées en suspens à Versailles ou qu'il devint nécessaire de modifier (surtout sur le plan de l'Allemagne). La France et l'Angleterre craignant le relèvement de l'Allemagne, comptaient invariablement avec l'Italie comme d'un allié en puissance, et ceci non sans raison. Les brèches se manifestant à l'intérieur du système de Versailles, en particulier les différends anglo-français, contribuèrent également à assurer à l'Italie — du moins sur le plan diplomatique — une certaine importance derrière les puissances dirigeantes. L'Angleterre — fidèle à ses principes traditionnelles visant à maintenir l'équilibre européen — essayait de limiter l'influence de la France sur les territoires continentaux européens, et dans ces aspirations l'Italie pouvait lui servir de partenaire. Le fascisme, ayant reconnu les possibilités inhérentes à une coopération anglo-italienne, s'orienta, dès la seconde moitié des années 20, en premier lieu vers l'Angleterre, et parallèlement, elle adopta une ligne anti-française, très différente de l'attitude francophile dont elle avait fait preuve en 1923, au moment de la crise de la Ruhr. Grâce au rapprochement bilatéral anglo-italien, l'Italie put conclure quelques traités avantageux. En juin 1926, elle signa avec l'Angleterre un traité qui délimitait les intérêts anglais et italiens en Éthiopie. Deux ans plus tard (en 1928) elle obtint — également avec l'appui de l'Angleterre — que lors du remaniement du statut politique de Tanger on lui reconnut dans l'administration de ce port africain important les mêmes droits qu'à l'Angleterre, à la France et à l'Espagne. Dans cette même année (à la suite du traité anglo-italien de 1926) l'Italie signa un traité d'amitié, d'arbitrage et de commerce avec l'Éthiopie, lequel lui permit d'accroître son influence en Afrique Orientale.

Ce fut de même le rapprochement politique anglo-italien qui servit de fond aux mesures que l'Italie put prendre en vue d'étendre son influence dans le sud-est européen et dans les Balkans. La politique étrangère fasciste se heurta ici contre le mur du système d'alliance présidé par la France, contre la petite Entente. L'Italie commença par faire des tentatives d'aboutir à un accommodement avec les États de la petite Entente et en même temps d'évincer la France du bloc se dirigeant contre l'Union Soviétique et contre l'Allemagne pour se substituer à sa place. Ces tentatives ayant échoué, l'Italie offrit sa collaboration aux États révisionnistes dressés contre la petite Entente, d'abord à la Hongrie, puis à l'Autriche. Le 5 avril 1927 l'Italie et la Hongrie conclurent un accord d'amitié qui forma le point de départ de la coopération des deux pays fascistes sur le plan de la politique étrangère. En février 1930, l'Italie signa un pacte du même genre avec l'Autriche. C'est ainsi que commença à s'ébaucher la Triple-Alliance italo-austro-hongroise en face du bloc France — petite Entente. C'est, cependant, dans les Balkans que l'Italie obtint le succès le plus notable, notamment en amenant l'Albanie à signer le 26 avril 1927 un pacte censé développer le traité d'amitié et d'arbitrage du 27 novembre 1926, aux termes duquel l'Albanie passa sous le protectorat de l'Italie. Grâce à ce pacte, le fascisme se créa une tête de pont dans les Balkans, et jeta les bases stratégiques de son agression ultérieure contre la Yougoslavie et la Grèce.

* * *

La crise économique mondiale de 1929 — 33 marque le début d'une nouvelle époque dans la politique internationale. En conséquence de la crise, presque tous les pays capitalistes virent se renforcer les mouvements de droite qui cherchaient dans la guerre une issue de l'effondrement économique. La forme de manifestation la plus totale de cette tendance fut la prise de pouvoir du national-socialisme allemand (le 30 janvier 1933) qui ne cherchait même pas à dissimuler que son but était le nouveau partage du monde, et sous le prétexte de la liquidation du traité de Versailles la conquête de la puissance mondiale de l'Allemagne par la guerre.

L'avènement d'Hitler conditionna sur le plan international une nouvelle situation qui, par surcroît, changea avec une vitesse vertigineuse. Pour l'Italie elle signifiait la naissance des conditions indispensables à une politique d'agression, encore que, de manière paradoxale, ces conditions fussent une conséquence des différends germano-italiens.

Contrairement aux règles de la logique formelle, les rapports des deux systèmes frères avaient commencé par être plutôt hostiles qu'amicaux. En Italie on avait toujours considéré avec une certaine inquiétude la grande et forte Allemagne militariste, dans l'orbite de laquelle l'Italie ne pouvait disposer que de possibilités très réduites pour la réalisation de ses projets politiques. L'agressivité allemande qui n'allait pas tarder de se manifester à la suite de l'avènement du national-socialisme et dont les buts immédiats se situaient précisément dans la direction de l'expansion italienne, notamment dans le sud-est de l'Europe et dans les Balkans, pouvaient aboutir à l'effondrement des projets relatifs à la domination italienne. Après les premiers mois de l'alarme, Mussolini tenta de parer à l'expansion allemande présumée, en créant un

nouveau système d'alliance auquel aurait participé les quatre puissances impérialistes dirigeantes d'Europe: l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie. Il entendait fonder l'alliance sur un traité qui modifierait partiellement le traité de Versailles en faveur de l'Allemagne, satisfaisait à une partie des revendications allemandes, en échange de quoi l'Allemagne contribuerait à la stabilisation des relations des quatre puissances européennes. Cette stabilisation aurait servi en même temps à la répartition égale du pouvoir exercé par les quatre États reconciliés sur l'Europe et à la création d'un bloc capitaliste anti-soviétique. Le projet de Mussolini fut accueilli avec sympathie aussi bien par les puissances occidentales que par l'Allemagne. Quoique la méfiance de l'Occident vis à vis de l'Allemagne d'Hitler ne fût pas moindre que celle de l'Italie, les puissances occidentales auraient également préféré un accommodement préalable avec Hitler les dispensant de la nécessité de prendre des mesures conséquentes pour leur sécurité. Quant à l'Allemagne, elle ne pouvait pas présenter ouvertement ses revendications dès l'avènement du régime national-socialiste, et jugeait plus prudent de dissimuler ses véritables intentions derrière un semblant de coopération avec les puissances, ce qui lui permettait d'une part la consolidation intérieure du régime, d'autre part la préparation d'une politique étrangère dynamique. Sur la base de l'entente réciproque, le «projet Mussolini» se concrétisa bientôt sous forme d'un traité. Pour discuter de ce projet Mussolini invita à Rome MacDonald, président du conseil et Simon ministre des affaires étrangères qui à cette époque participaient à la conférence de désarmement à Genève. A l'issue des pourparlers — le «projet Mussolini» ayant été adopté aussi par l'Allemagne et par la France — les délégués de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie signèrent, le 7 juin 1933 à Rome la pacte dit des Quatre Puissances qui énonçait que les quatre puissances mettraient tout en oeuvre pour réaliser, dans les cadres de la Société des Nations une coopération efficace entre toutes les puissances en vue de maintenir la paix. En même temps, le traité posait en fait qu'aux termes des points 10, 16 et 19 des statuts de la Société des Nations, il existait une possibilité de procéder à une révision «par la voie légale» des traités de paix, et déclara finalement que les quatre puissances s'engageaient de se consulter mutuellement et de concilier leur politique dans toutes les questions internationales.⁹

Le pacte semblait ainsi poser le fondement du front unitaire des puissances impérialistes. Cependant il ne devait jamais entrer en vigueur,¹⁰ parce qu'en Angleterre comme en France, cette première tentative d'apprivoiser Hitler rencontra une forte opposition. En France, on vit bientôt prévaloir l'opinion qu'un système de sécurité collectif constituerait un moyen bien plus efficace à tenir Hitler en respect que les possibilités incertaines de la reconciliation. Hitler à son tour rejeta le traité. Ayant obtenu que les puissances occidentales traitent avec lui sur un pied d'égalité, il ne pensait pas à se laisser lier les mains par un pacte qui de toute façon ne lui offrait que peu de perspectives.

L'échec du traité ne manqua pas de diminuer le prestige international de Mussolini. Pour le contrebalancer, il prit des initiatives pour la conclusion d'un pacte italo-soviétique. Sa proposition fut mise au jour au moment où Mussolini apprit que dans le cadre du système de la sécurité collective, la France avait commencé, en été 1933, des pourparlers avec l'Union Soviétique. Elle se fondait sur une idée plus ancienne qui surgissait de temps en temps dans son pro-

gramme, et qui consistait à établir avec l'appui de l'Union Soviétique un certain équilibre en Europe contre la puissance dominante des alliés d'autrefois. Ce qui intervenait aussi dans sa proposition c'était le désir de trouver, après l'échec du pacte des quatre puissances, un partenaire fort qui pût constituer un facteur de poids vis à vis de la menace allemande très concrète. Pour l'Union Soviétique, la proposition semblait acceptable, puisqu'elle consacrait l'échec du pacte des quatre puissances et contrecarrait le projet — émanant précisément de Mussolini — de la création d'un front capitaliste antisoviétique. Le pacte soviéto-italien fut signé le 2 septembre 1933 à Rome. Il ne différait en rien des traités de non-agression et de neutralité que l'Union Soviétique avait signés avec d'autres pays. La seule différence était que sur la demande de Mussolini, il était nommé pacte d'amitié, ce qui indiquait que du point de vue de l'accroissement de l'autorité internationale de l'Italie, Mussolini attribuait une grande importance aux relations amicales entre son pays et l'Union Soviétique.

La politique d'agression allemande eut bientôt des manifestations qui justifiaient les craintes des dirigeants italiens à l'égard de la politique du nazisme. Hitler — ayant quitté le 14 octobre 1933 — la Société des Nations — tendit à annexer l'Autriche. Cela amena Mussolini à resserrer la coopération italo-austro-hongroise qui entretemps s'était transformée en une solidarité économique-politique des trois pays, aussi bien vis à vis de l'imperialisme allemand renaissant que contre la petite Entente sur laquelle la France n'avait pas cessé de faire valoir son influence. Lorsque la France — en vue d'accroître son ascendant dans le sud-est européen et de contrebalancer le danger allemand — mit sur pied en février 1934, pour compléter la petite Entente, le Pacte Balcanique qui signifiait l'alliance de la Yougoslavie, de la Roumanie, de la Turquie et de la Grèce en vue de maintenir le status quo, Mussolini transforma la coopération italo-austro-hongroise sanctionnée jusque-là seulement par des accords bilatéraux, en une Triple-Alliance. Le traité de cette alliance, le «procès-verbal de Rome» fut signé le 17 mars 1934 par les représentants des trois pays, notamment Mussolini, Dollfuss et Gömbös. Le traité déclarait que les principes de la politique étrangère des trois pays étaient identiques et stimulait la coordination de l'activité de politique étrangère des signataires. Enfin, il énonçait que les parties contractantes entendaient protéger l'indépendance de l'Autriche et s'opposaient à son annexion à l'Allemagne, à l'Anschluss. Au point de vue de la politique interne de l'Autriche, ce traité avait une portée sérieuse. Auparavant déjà, en février 1934, Mussolini avait fourni une aide effective au chancelier Dollfuss pour écraser la révolte des ouvriers viennois au moyen de l'organisation fasciste nommée Heimwehr qui bénéficiait de l'appui matériel des fascistes italiens. Ainsi, les procès-verbaux signifiaient aussi une garantie sure de la stabilisation intérieure du régime autrichien fasciste et de sa sécurité sur le plan de la politique étrangère. Hitler, cependant, ne se souciait pas de cette garantie donnée par les Italiens. A l'époque de la révolte ouvrière il avait bloqué provisoirement son action visant à l'annexion de l'Autriche, mais dès l'été 1934 la pression sur l'Autriche devint de nouveau plus sensible. En vue d'atténuer la tension survenue de ce fait entre l'Italie et l'Allemagne, Hitler et Mussolini se rencontrèrent — pour la première fois de leur vie, — le 14 - 15 juin 1934 à Venise. Le 14 juin, Mussolini invita le Führer pour un déjeuner à la fourchette

qui fut suivi par une entrevue de plus de deux heures. Les pourparlers continuèrent le lendemain. Selon le communiqué publié à la fin des pourparlers, ceux-ci s'étaient déroulés dans une ambiance cordiale et permirent aux deux dirigeants de discuter des problèmes de la politique mondiale et des questions touchant de près les deux pays. Mussolini lui-même informa les foules de l'entrevue dans un discours qu'il prononça sur la Place de St. Marc de Venise. Il déclara qu'il avait conféré avec Hitler «pour essayer de dissiper les nuages qui obscurcissaient l'horizon, de la vie politique européenne.»¹¹ Toutefois, il n'ajouta pas si les pourparlers avaient ou non été couronnés de succès. Six semaines après l'entrevue de Venise, Hitler procéda à sa première tentative d'Anschluss, qui débuta par l'assassinat du chancelier Dolfuss, le 25 juin 1934. La tentative de coup d'État nazi provoqua une tension entre les deux pays. Dès que Mussolini apprit la nouvelle de l'attentat, il commanda quatre divisions et des forces aériennes au Brenner et à la frontière de Carinthie. Cette mesure força Hitler qui à cette époque n'était pas encore préparé au point de vue militaire à battre en retraite. Le 16 août 1934, Mussolini donna ordre aux divisions italiennes de retourner sur leurs bases. Le 27 septembre 1934 l'Angleterre, la France et l'Italie publièrent ensemble un communiqué dans lequel ils déclaraient qu'ils désiraient sauvegarder l'indépendance et l'intégrité de l'Autriche.

La coopération anglo-franco-italienne qui se développa en conséquence des antagonismes italo-allemands créa des conditions plus favorables pour une politique étrangère italienne plus active. Les puissances occidentales — prévoyant les dangers que comportait la politique d'Hitler — désiraient voir l'Italie — qui à cette époque était une puissance manifestement anti-allemande — dans leur camp, dans un conflit éventuel avec l'Allemagne. Aussi consentaient-ils à lui accorder un mouvement plus libre dans la politique mondiale. L'Italie entendait profiter de cette possibilité et — au beau milieu de l'inquiétude que la question autrichienne avait provoquée en Europe — elle se mit à préparer fiévreusement une guerre coloniale de grande envergure en Afrique.

* * *

Comme victime de sa campagne de conquête, elle choisit l'Ethiopie, le pays qui jusque-là avait réussi à éviter la colonisation et à garder son indépendance. Situées dans les tenailles des colonies italiennes Erythrée et la Somalie-Italienne, elle s'offrait à l'ennemi un but facilement accessible à partir de ses bases stratégiques. De plus, le statut indépendant du pays préservait l'Italie d'entrer — en conséquence de son agression — dans un conflit direct avec l'Angleterre et la France, comme cela se serait certainement produit au cas où elle s'était attaquée à un autre territoire africain relevant d'un de ces deux pays. La soumission militaire de ce pays arriéré, vivant dans des conditions primitives ne semblait présenter aucune difficulté particulière par rapport aux avantages dont s'accompagnait sa conquête qui promettait de faire entrer en possession l'Italie de richesses inépuisables, de ressources minières inexploitées. De plus, le territoire fort peu peuplé semblait permettre à y établir «d'excédent du peuple» dont on avait tant parlé. Enfin, le fascisme nourrissait un rêve lointain, celui d'un grand empire italien en Afrique, constitué de territoires continus depuis l'Afrique, du Nord (Lybie) jusqu'à l'Afrique de l'Est, rêve dont la réali-

sation impliquait la conquête de l'Éthiopie. À côté de ces projets de grande envergure, il y a lieu de tenir compte des motifs mesquins de la vengeance qui, au point de vue psychologique, pesaient aussi lourd dans la balance que les perspectives grandioses. La première entreprise éthiopienne qui se situait à la fin du XIX^e siècle s'était soldée par un échec: la victoire remportée par les Éthiopiens en 1896 à Adua non seulement assura pour longtemps l'indépendance de ce pays vis à vis de l'Italie, mais encore porta un coup sensible à l'esprit de conquête italien qui venait tout juste de s'enflammer. La défaite d'Adua que beaucoup considéraient à cette époque un jour de deuil de l'honneur national, constituait pendant des générations un objet de mélancolie nationale particulière au sein des mouvements nationalistes. Un des désirs les plus ardents de Mussolini était d'une part de rendre, par une revanche prise sur les Abyssiniens, «la confiance des Italiens en eux-mêmes», d'autre part de prouver aux yeux du monde la force de la nation italienne.

Pendant que Mussolini essayait par tous les moyens possibles de faire l'impression qu'il tendait, sur la base de l'accord d'amitié de 1928 à maintenir la bonne entente de l'Italie et de l'Éthiopie,¹² au cours de l'année 1934 il prit des mesures militaires de grande envergure soigneusement préparées.¹³ En Érythrée et dans la Somalie Italienne on amorça d'importantes constructions de pipe-lines, de stations d'essence et d'aéroports, et on commença à organiser le transport régulier des troupes. Entretemps Mussolini ordonna à la presse d'attirer l'attention sur l'Éthiopie, de flétrir son état arriéré et sa pauvreté, de dénoncer l'esclavage encore existant en Abyssinie, et de faire comprendre aux gens, combien il serait salubre pour l'Abyssinie d'être placée sous le contrôle d'une grande puissance civilisée. Il fallait insister sur la cruauté des Abyssins et de rappeler que le caractère remuant de ce peuple constituait une menace pour l'existence des colonies italiennes de l'Afrique de l'Est. La guerre psychologique s'était donc amorcée, et en décembre 1934 — trois mois après que Mussolini avait prêté un serment de fidélité sur le traité d'amitié — le premier accrochage ouvert eut lieu près d'Oual-Oual, qui signifiait le prélude à la guerre.

L'incident d'Oual-Oual qui révéla pour la première fois devant l'opinion internationale les véritables intentions de l'Italie fasciste était un produit typiquement fasciste qui mérite sa place parmi les provocations à la guerre caractéristiques de la politique ultérieure d'Hitler, et même doit être considérée comme leur précurseur historique. Les antécédents de la provocation remontent à quelques années avant l'événement.

Oual-Oual était une oasis importante dans le désert Ogaden de l'Éthiopie, à quelques 100 km de la frontière italo-somalienne qui fut librement fréquenté non seulement par les Abyssins, mais aussi par les sujets nomades de la Somalie Anglaise et de la Somalie Italienne. En 1930, l'oasis fut envahie par les troupes coloniales de la Somalie Italienne qui toutefois n'entravèrent pas sa libre utilisation. Dans cette même année, le nouvel empereur d'Éthiopie, Haïlé Selassié vint à occuper le trône. Né dans la province dont relevait l'oasis, il veillait particulièrement au sort d'Ogaden. Au moment de son avènement il ordonna au gouverneur d'Harari, Gabre Naram, de chasser les envahisseurs d'Ogaden. Le gouverneur partit en 1931 avec une quinzaine de milliers de soldats dans le désert, mais son expédition n'aboutit à aucun résultat, parce qu'il ne réussit

pas à trouver l'oasis et dut retourner comme il était venu. Ainsi les sujets de la Somalie Italienne purent rester à Ogaden sans être troublés, ce que le gouvernement italien enregistra comme preuve de l'occupation définitive et reconnue de l'oasis. Pendant plus de trois ans l'affaire ne fut pas remise sur le tapis. Lorsque l'armée expéditionnaire italienne commença à se concentrer en Afrique de l'Est, un des détachements de l'armée entra à Oual-Oual et construisit une fortification sur les bases des anciens bastions. Cependant, l'Angleterre qui savait pertinemment que l'oasis relevait de l'Ethiopie, délégua, en novembre 1934, des fonctionnaires dans la commission mixte chargée de tracer la frontière abyssino-anglaise, et cette commission accompagnée d'un détachement éthiopien armé devait se rendre, entre autres, à Oual-Oual. Arrivé sur place, les membres de la délégation étaient extraordinairement surpris de se trouver devant une base militaire italienne fortifiée dont le commandant refusa formellement de donner l'autorisation d'examiner les lieux. Pendant les pourparlers y relatifs, les avions militaires italiens ne cessaient de survoler le camp, et les membres de la délégation avaient toutes les raisons de craindre une répression aérienne. Ils quittèrent donc l'oasis, cependant, le gouvernement d'Ethiopie ordonna aux membres éthiopiens de la délégation et à l'escorte militaire de rester sur place, afin de témoigner de cette manière-là de leur refus de reconnaître l'occupation d'Oual-Oual. Le 5 décembre 1934, peu après le départ des Anglais, une fusillade brève, mais d'autant plus vive éclata entre les soldats italiens et éthiopiens, au cours de laquelle les Italiens engagèrent des avions, des chars et l'artillerie. Les soldats éthiopiens battirent en retraite, mais dès ce moment, Mussolini prit en main la direction des affaires. Voulant tirer sur la corde, il formula des exigences dont il savait qu'elles allaient humilier le souverain d'un pays de 3000 ans dans ses sentiments les plus nobles : sa fierté nationale. Par l'intermédiaire du comte Vinci¹⁴ il fait savoir au gouvernement d'Addis-Abâba qu'en plus d'une réparation de 20 000 livres sterling, il exigeait qu'une délégation officielle d'Ethiopie s'inclinât devant le drapeau italien à Oual-Oual. Le négus esquiva la provocation et ne répondit pas d'une façon toute aussi grossière, sachant que Mussolini en profiterait pour attaquer l'Ethiopie. En guise de réponse, il alléguait le pacte d'amitié stipulant que les problèmes territoriaux des deux parties devaient être soumis à un tribunal d'arbitrage, et en même temps — n'ayant pas perdu sa confiance dans la Société des Nations — il porta plainte contre l'Italie et demanda la protection de l'organisation.

L'empereur ne devait jamais recevoir la protection qu'il avait espérée. En janvier 1935, Laval, ministre des affaires étrangères de la France et Mussolini commencèrent des pourparlers à Rome, pourparlers qui le 7 janvier aboutirent à la signature d'un pacte secret, selon lequel on procéderait à la rectification des frontières (coloniales) italo- françaises en Afrique de l'Est, l'Italie recevrait une zone de 110 000 lieues carrées du territoire de la Somalie Française que la France avait cédée encore à l'époque de la première guerre mondiale à l'Italie. On s'entendit aussi au sujet de la direction et du réaménagement de la voie ferrée entre Djibouti et Addis-Abbâba : la France remit à l'Italie 20% des actions qui se trouvaient en sa possession.¹⁵ Les deux conventions facilitèrent à l'Italie de préparer son attaque. Si la cession du territoire en question la rendit maître de points stratégiquement importants, les nouveaux rapports de propriété de la

ligne de chemin de fer lui permettait de préparer l'évolution de ses troupes dans des conditions plus avantageuses, puisque ce chemin de fer était non seulement le seul qui reliait la capitale de l'Ethiopie avec le port maritime, mais encore le seul dans toute l'Afrique de l'Est.¹⁶ Le point cardinal des pourparlers ne fut pas rendu public. Mussolini révéla à Laval son projet de conquérir l'Ethiopie, et Laval lui garantit que la France n'allait pas entraver l'action. En revanche, Mussolini s'engagea de continuer à s'opposer à l'annexion de l'Autriche.

Tandis que la France donna toute liberté d'action à Mussolini de mettre la main sur l'Ethiopie, au début de 1935, la coopération de l'Angleterre, de la France et de l'Italie se renforça aussi sur le plan de la politique européenne. En janvier 1935 l'Allemagne réannexa la Sarre, puis, en mars 1935, elle introduisit le service militaire obligatoire, enfreignant par là ouvertement les paragraphes militaires du traité de Versailles. Les gouvernements anglais et français se virent alors obligés de prendre certaines mesures pour calmer l'opinion publique et l'opposition qui insistait sur la nécessité d'empêcher les préparatifs de guerre ouverts des Allemands. La France la plus directement menacée par l'agression allemande, entama, suivant les traces de la politique de Barthou, des pourparlers avec l'Union Soviétique en vue d'un traité d'assistance mutuelle, tout en proposant en même temps que l'Angleterre, la France et l'Italie organisent une conférence tripartite pour décider des mesures nécessaires contre l'Allemagne, et pour jeter les bases de la paix et de la sécurité de l'Europe par une coopération étroite. La proposition ayant été adoptée par les trois parties, les premiers ministres et les ministres des affaires étrangères des trois puissances¹⁷ se réunirent le 11 avril 1935 à Stresa. Ils y discutèrent les sanctions à appliquer contre l'Allemagne, sans toutefois rendre une décision formelle. Ils se contentèrent d'exprimer leurs regrets de voir l'Allemagne violer le traité de Versailles. Seule dans la «question autrichienne» on aboutit à une résolution claire, mais là encore les hommes d'Etat se limitèrent à une déclaration du même genre, en énonçant qu'en cas d'une violation de l'indépendance de l'Autriche, il faudra organiser de nouveaux pourparlers. Lors de la réunion de Stresa, la délégation anglaise et la délégation italienne discutèrent en secret de la question éthiopienne, mais bien que du fait des avertissements incessants de l'Ethiopie toute la presse mondiale s'occupât déjà des préparatifs de l'agression italienne, aucune mention ouverte n'en fut faite. Le «front de Stresa» visant à l'élimination de l'agression allemande couvrait en réalité les préparatifs à la guerre contre l'Abyssinie. La politique étrangère du gouvernement anglais donna lieu à de vives discussions dans le parlement. L'aile du parti conservateur dirigée par Churchill et Eden attaqua la politique étrangère basée sur les conceptions de MacDonald et Simon qui se montraient trop indulgents vis à vis des mesures agressives des Allemands et des Italiens. Ils critiquaient aussi l'attitude du gouvernement dans la question italo-abyssine, qui semblait ignorer les protestations de l'Ethiopie dénonçant les préparatifs de l'agression italienne et insistaient sur la nécessité de procéder à des démarches susceptibles d'empêcher le déclenchement du conflit. Les différends des hommes d'Etat sur le plan de la politique étrangère aboutirent, en juin 1935, à des changements partiels dans le cabinet anglais. MacDonald céda la place à Baldwin, chef du Parti Conservateur, et Simon fut remplacé à la tête du ministère des affaires étrangères par Samuel Hoare, ami intime de Baldwin. Eden, un des rares politiciens,

qui entendaient effectivement faire quelque chose dans l'intérêt de l'Ethiopie, devint, en qualité de ministre sans portefeuille, ministre à la Société des Nations, en réalité le second ministre des affaires étrangères. A la fin du mois de juin 1935, Eden se rendit à Rome et tenta d'amener les dirigeants fascistes à renoncer à l'agression et de chercher une possibilité d'accommodement. Ayant essuyé à Rome un refus glacial, il négocia, à son retour à travers Paris avec Laval, qui depuis le 7 juin 1935, occupait le poste de premier ministre. La tentative resta vaine. Laval s'étant engagé d'appuyer l'agression italienne. D'ailleurs, les dirigeants du gouvernement conservateur d'Angleterre n'étaient pas non plus d'accord avec l'action d'Eden. Après sa tentative d'intervention, Mussolini commença à pratiquer du chantage. Il menaça l'Angleterre et la France de cesser de coopérer avec elles dans les questions européennes, si l'Italie serait entravée dans ses actions en Afrique. Les politiciens conservateurs anglais à courte vue battirent en retraite. On décida de donner toute liberté d'action à Mussolini, le sort d'Ethiopie étant indifférent au point de vue de l'Angleterre. C'est dans cet esprit que le comité qui après bien des hésitations avait tout de même été envoyé pour examiner la question, fit son rapport au parlement. Le rapport du comité daté du 18 juin 1935 constatait: «En Ethiopie et dans son voisinage l'Angleterre n'a pas d'intérêts aussi importants pour que le gouvernement de Sa Majesté oppose de la résistance à la conquête de l'Abyssinie par l'Italie. De certains points de vue, la Grande Bretagne estimerait nécessaire le contrôle de l'Ethiopie par les Italiens». Le comité observa donc en Abyssinie le principe de la «porte ouverte» qui était équivalente à l'approbation de la pénétration italienne¹⁸. Mussolini, de son côté, était très exactement informé du contenu de ce rapport.¹⁹

En septembre 1935, lorsque l'armée italienne avait fini son évolution le long des frontières d'Ethiopie et la guerre pouvait être déclenchée à n'importe quel moment, Hailé Selassié demanda à la Société des Nations de prendre des mesures immédiates. Le problème de l'Ethiopie fut inscrit dans le programme de la session de septembre. Du côté anglais et du côté français on fit des déclarations fort belliqueuses, puis il fut décidé qu'une commission spéciale serait déléguée pour étudier la question. Pendant que la délégation s'approfondissait dans la masse des documents, Hoare et Laval poursuivaient des pourparlers pour accorder l'attitude de l'Angleterre et de la France. Ils convinrent d'appliquer en cas d'une attaque italienne des sanctions financières et économiques, sans recourir à des mesures militaires, sans organiser une blockade maritime, et de ne pas fermer non plus le canal de Suez. Les résultats de ces pourparlers furent portés à la connaissance de Mussolini. La décision laissa une liberté complète à l'Italie non seulement au point de vue diplomatique, mais aussi au point de vue militaire.²⁰ Mussolini avait gagné la campagne de la préparation de la guerre sur les deux plans. Le 2 octobre 1935, le Duce annonça du balcon du Palazzo Venezia que les troupes italiennes avaient franchi la frontière italo-abyssinienne à Mareb. Il appela le peuple d'Italie sous les drapeaux: Fascistes et prolétariens, Italie debout! — cria-t-il. — Nous avons encaissé assez de coups pendant quarante ans, cela suffit à présent!²¹ Le 3 octobre 1935 l'armée italienne — sans avoir déclaré la guerre — envahit le territoire d'Ethiopie.

* * *

Le fait de l'agression était évident aux yeux du monde entier. L'opinion publique démocratique de tous les pays exigeait qu'en vertu des statuts de la Société des Nations, on procédât à des démarches contre l'Italie. L'indignation des peuples du monde obligea les gouvernements occidentaux à réagir. Aussi le 7 octobre le conseil de la Société des Nations qualifia-t-il l'Italie d'agresseur, et proposa qu'on mit en vigueur contre elle des sanctions économiques et financières. Le Conseil délégua un comité de 6 membres (Angleterre, France, Portugal, Danemark, Roumanie, Chili) qui, le 10 octobre, soumit ses propositions à l'Assemblée générale. A cette Assemblée générale, 50 pays confirmèrent la décision qui qualifiait l'Italie d'agresseur et ils adoptèrent les sanctions proposées. Seules l'Autriche, la Hongrie — alliées officielles de l'Italie — et l'Albanie dépendant de l'Italie votèrent contre la résolution. En vertu des sanctions, l'exportation des armes en Italie fut interdite, les marchandises importées d'Italie bloquées et on refusa toute espèce de crédit au pays agresseur. Les sanctions — conformément à l'accommodement préalable de l'Angleterre et de la France — ne s'étendirent pas à des mesures militaires, et le canal de Suez ne fut pas fermé devant les navires militaires italiens. Les sanctions économiques ne se rapportaient pas aux livraisons des matières premières de première nécessité, comme la houille et le fer, et en particulier aux livraisons de pétrole. Si on avait suspendu ces dernières, toute l'agression se serait immédiatement effondrée, puisque l'Italie importait presque la totalité de son besoin en pétrole de l'étranger.

Seul le délégué de l'Union Soviétique à la Société des Nations réclamait avec insistance qu'on prit des mesures efficaces en vue de la protection de l'Abyssinie. Les puissances occidentales choisirent d'engager un jeu interminable diplomatique qui s'épuisait à élaborer différentes solutions de compromis. Et, pourtant les événements militaires en Ethiopie prouvèrent qu'en cas d'une intervention rapide, l'Abyssinie, malgré toute sa faiblesse, ne serait peut-être pas devenue victime de l'agression.

* * *

L'Ethiopie était à cette époque un empire féodal s'étendant sur environ 1,5 million de kilomètres carrés et comptant 9 millions d'habitants environ. La population pratiquant des formes primitives d'agriculture et d'élevage, vivait dans un système tribal. Abstraction faite d'une industrie domestique primitive satisfaisant à des besoins quotidiens, le pays ne possédait pas d'industrie. Le seul moyen de transport plus ou moins moderne était constitué par le chemin de fer à voie étroite entre Djibouti et Addis-Abeba, que nous avons signalé plus haut. En dehors de celui-ci, les possibilités de trafic se réduisaient à des routes de caravane dans le désert ou des sentiers de montagne. Devenu empereur, Haïlé Selassié décida de mettre tout en oeuvre pour tirer son pays de cet état arriéré. Il élaborait un projet de développement et affecta la plus grande partie de sa fortune personnelle au financement de la construction, mais l'agression italienne réduisit ses projets au néant. La réalisation du programme fut suspendue, désormais l'empereur n'eut plus qu'un seul but, celui de parer au danger qui menaçait son pays. L'Etat vivant dans des conditions primitives ne disposait que de faibles possibilités de défense. Il n'existait pas

d'armée dans le sens moderne du mot. Conformément aux conditions féodales, les différents chefs de province (ras) avaient des armées privées, qui représentaient plutôt une escorte militaire, qu'une force armée. Les groupes armés des ras ne dépendaient du pouvoir central que dans la mesure que la force militaire centrale, qui elle-même n'était pour l'essentiel que l'armée privée de l'empereur, réussissait à les réduire à une certaine dépendance. Faute de service militaire obligatoire le pays n'avait pas d'armée régulière, moderne.

Dès que les nuages commencèrent à s'amonceler sur le ciel du pays, le négus se mit en devoir de procurer des armes à l'Ethiopie. Il importa des armes de la Tchécoslovaquie et de la Belgique en les payant de sa fortune personnelle, et passa des commandes importantes à l'Angleterre et à la France. Cependant, au sommet de la crise, l'Angleterre frappa d'embargo les livraisons d'armes tant pour l'Italie que pour l'Ethiopie. L'interdiction fut suspendue un mois avant l'attaque italienne, mais à ce moment-là il n'y avait plus moyen de transporter les armes achetées par les routes de caravane et des chaînes de montagnes jusqu'aux troupes de l'empereur. Les Français, à leur tour, tardaient à effectuer les livraisons, parce que l'Italie avait annoncé qu'elle allait bombarder les ponts du chemin de fer de Djibouti si les Français faisaient passer des armes en Ethiopie. Les livraisons françaises se trouvaient encore à Djibouti, lorsque les Abyssins étaient déjà engagés dans une lutte mortelle avec les envahisseurs. La politique des Etats-Unis avait également contribué à ce que, dans les moments décisifs, l'Ethiopie restât sans armes. Le 31 août 1935 Roosevelt signa la première «loi de neutralité», qui interdisait la livraison d'armes à toutes les parties belligérantes.²² L'interdiction, cependant, ne se rapportait pas au pétrole, à l'acier et au cuivre, que l'Italie pouvait librement acheter pour en fabriquer des armes, alors que l'Ethiopie ne pouvait pas faire autant, et ne pouvait pas non plus acheter des armes aux Etats-Unis. Dans ces conditions, l'Ethiopie n'avait pas la moindre possibilité de préparer sa défense. En partie par la faute de l'empereur, la mobilisation des guerriers ne se fit pas à temps. Haïlé Selassié qui, au cours de toute la crise n'avait cessé de faire confiance aux puissances occidentales (sa foi fut toutefois ébranlée par la nouvelle de l'accommodement Hoare-Laval, qu'il apprit quelques jours avant le déclenchement de la guerre), veillait avec une extrême prudence à éviter tout ce qui aurait pu irriter l'Italie et amener une attaque militaire. Même avant l'offensive, il ordonna à ses troupes de se placer à 30 km de la frontière pour éviter tout incident. Il ne décréta la mobilisation générale que le 28 septembre, lorsqu'il devint clair qu'on ne pouvait plus attendre une minute. L'appel lancé par l'empereur réussit à mettre sur pied 450 000 hommes dont on forma des unités subordonnées aux ras. La majorité des guerriers n'avaient jamais reçu de formation militaire. Leur équipement technique correspondait à un niveau d'il y a 100 ans. La plupart des soldats n'étaient munis que d'un fusil à baguette et d'une lance. Seuls les Ethiopiens sortis des écoles militaires de l'étranger possédaient des armes modernes, ainsi que la «garde impériale» placée sous le commandement d'officiers européens et consistant de 6 à 8 mille soldats, c'est-à-dire de six bataillons d'infanterie, d'un détachement de cavalerie et de quelques unités techniques. Son équipement comprenait 150 à 200 fusils-mitrailleurs, 20 à 30 mitrailleuses et quelques canons. (Au cours de la guerre l'effectif de la garde put être accru de quatre détachements, mais même alors sa force n'atteignit pas celle d'une

division moderne de l'époque. L'ensemble de l'armée abyssine disposait de 2000 fusils-mitrailleurs ou mitrailleuses, de 120 mitrailleuses lourdes, de 50 canons, de 7 avions et de quelques chars anglais datant de la première guerre mondiale.)

En face de cette faible force, l'armée expéditionnaire italienne, divisée en trois corps d'armée étaient constituée de 15 divisions et 5 brigades bien équipées et comptait au début de la guerre 200 000 soldats et 7000 officiers. L'infanterie était appuyée par 6000 fusils-mitrailleurs, 700 canons, 150 chars modernes et 300 avions. Le chiffre relativement élevé des forces aériennes, surprenant à cette époque, reflétait la conception stratégique du général italien Drouet, qui attribuait aux forces aériennes une importance tout à fait spéciale et proclamait qu'elles — étaient capables de décider à elles seules le sort de la guerre. Au cours des opérations militaires, l'effectif de l'armée s'accrut jusqu'à atteindre 400 mille hommes. A la même époque en Italie même il y eut environ 800 mille hommes sous les armes.)

Le gros de l'armée gigantesque par rapport à celle des Abyssins, 14 divisions et les brigades placées sous le commandement de De Bono, était concentré en Erythrée. Leur tâche était d'atteindre la capitale en avançant du Nord vers le Sud, dans la direction du lac Tana, tandis que les unités conduites par Graziani devaient marcher de la Somalie Italienne vers l'Ouest, en direction de la ligne de chemin de fer Addis-Abeba — Djibouti, vers Harar, pour couper la seule ligne de ravitaillement de l'Abyssinie. Grâce à cette conception stratégique — étant donné la supériorité technique écrasante des Italiens — on comptait sur une victoire immédiate, une guerre éclair. Haïlé Sélassié concentra ses forces également au Nord, mais décida de ne pas s'engager à la frontière. Il voulait attirer les Italiens à l'intérieur du pays, pour rallonger leurs voies de ravitaillement. Cependant, les ras n'obéirent pas à l'empereur, acceptèrent la bataille et subirent une sérieuse défaite. Ailleurs, les troupes mobilisées trop tard et envoyées vers la frontière n'entrèrent même pas en contact avec l'ennemi, de sorte que les fascistes ne rencontrèrent pas de résistance. Ainsi les forces principales de l'armée italienne parties d'Asmara enregistrèrent dès le premier jour des succès notables: le 6 octobre elles occupèrent Adoua, la ville de la défaite catastrophique de 1896, le 8 Makallé, enfin le 15 octobre Akoum, la ville sainte des Abyssins. Cependant, le négus, qui avait réussi à concentrer des forces importantes, arrêta l'offensive près de Makallé. Il n'était plus question d'une guerre-éclair. En conséquence de l'arrêt subit, De Bono fut relevé de ses fonctions et dut céder sa place à Badoglio, chef de l'état-major, qui arriva le 16 novembre. Badoglio trouva une situation beaucoup plus grave qu'il ne l'avait pensé, et pour renforcer ses positions, demanda encore deux divisions, sur quoi on lui envoya trois de l'Italie. Malgré cela, l'offensive italienne ne put pas être engagée sur le champ, et dès le milieu du mois de décembre 1935, les Italiens durent subir les attaques des Abyssins. L'armée expéditionnaire se trouva alors dans une situation critique. Elle dut se retrancher dans ses positions, et fut, pendant un moment, menacée d'être encerclée. Sur plusieurs points les Italiens durent se replier. Au Sud, l'offensive dirigée par Graziani vers Harar fut également arrêtée par les Abyssins qui projetaient d'occuper Mogadiscio, la capitale et en même temps le plus grand port maritime de la Somalie Italienne.

L'arrêt de l'armée italienne et l'offensive abyssine qui venait de s'ébaucher indiquaient qu'une aide de la Société des Nations aurait tout au moins rendue incertaine l'issue de l'agression italienne. Cependant l'Angleterre et la France ne se décidaient toujours pas à se porter à l'aide du peuple abyssin, mais cherchaient à trouver des issues qui, malgré l'échec militaire aurait fait bénéficier les Italiens de certains territoires par la voie diplomatique. Le 9 décembre 1935 Hoare et Laval conclurent un nouvel accord qui contenait le projet de la répartition de l'Ethiopie. L'Italie aurait reçu toute la province d'Ogaden, ainsi que l'Est des provinces Tigré et Harar, donc à peu près les territoires qui étaient déjà tombés entre les mains des agresseurs italiens. En échange, l'Ethiopie aurait reçu de l'Italie une étroite bande en Erythrée du Sud, qui près d'Assab lui aurait donné accès à la mer.²³ Au-delà des concessions territoriales, l'Ethiopie aurait dû fournir des concessions économiques exclusives au capital italien. Le projet fut rejeté par l'Ethiopie et — une fois que des journalistes français se furent procuré le texte qu'il ne tardèrent pas à publier — la protestation de l'opinion publique balaya ses auteurs de la scène politique. Hoare que Baldwin sacrifia pour apaiser l'opposition, fut contraint de démissionner, tandis que Laval céda à la pression du mouvement du Front National qui vers la fin de 1935 marquait un progrès sensible, et se retira à son tour. Toutefois, leurs successeurs continuèrent pour l'essentiel leur politique. Dans la Société des Nations on finit par mettre sur le tapis la question des sanctions de pétrole, problème crucial pour l'Italie. Jusqu'au milieu du mois de décembre 1935, 10 Etats annoncèrent qu'ils étaient prêts à accepter les sanctions, dont l'Union Soviétique, l'Iraq, la Roumanie, l'Argentine, etc., qui ensemble livraient à l'Italie les trois-quarts de son importation de pétrole. Les sanctions de pétrole furent élevées en janvier 1936 au rang de décret, mais les pays occidentaux ne continuèrent pas moins à en saboter l'exécution, par quoi ils contribuèrent à la victoire finale de l'agression italienne.

En janvier 1936 les Italiens prirent de nouveau l'initiative des opérations. Sur le front du Sud, Graziani réussit à arrêter l'offensive abyssine et à la faveur d'une puissante contre-offensive, il occupa — le 20 janvier 1936 — Neghelli. Les fascistes qui attendaient depuis plus de trois mois une victoire, dénommèrent, fidèles à leur style grandiloquant, Graziani vainqueur le « lion de Neghelli ». Sur le front du Nord ils attendaient toutefois pour le moment en vain de pouvoir conférer à quelqu'un un titre aussi honorifique. Badoglio ne voulait rien précipiter, ne forçait pas l'attaque, mais avançait petit à petit, en préparant soigneusement chacun de ses pas. Les préparatifs systématiques furent le résultat de l'introduction d'une politique de main dure qu'il appliquait non seulement sur le terrain des opérations militaires, mais aussi dans l'arrière-pays. Il commença par abolir l'ordre qui avait interdit aux forces aériennes d'attaquer autre chose que des ouvrages militaires. Il amorça les attaques aériennes contre la population des villages, fit lancer des masses de bombes incendiaires sur les chaumières et ordonna qu'on tirât de l'air sur les Abyssins sans armes, fuyant des villages. Ce fut lui qui en réalité ouvrit la phase de la guerre que la terminologie fasciste dénomma, après la victoire « la guerre fasciste menée avec un entrain farouche ». Mais même ainsi cette phase de la guerre était plutôt farouche qu'entraînante, puisque Badoglio eut besoin de presque trois mois jusqu'à ce que, vers la fin de janvier 1936, il pût arrêter près de Tembien l'offen-

sive abyssine et ce n'est qu'en février que les Italiens purent de nouveau attaquer. Et même alors il devait mener une âpre lutte pour chaque succès, et au lieu d'une offensive générale il ne put battre les groupes abyssins qu'un à un, au prix de durs combats.

La lente progression de l'armée expéditionnaire italienne surprit le monde entier, parce qu'il semblait incompréhensible qu'une armée moderne, armée jusqu'aux dents n'ait pu anéantir en un tour de main les Ethiopiens plus ou moins dépourvus d'armes.

Mussolini se vit forcé de donner une explication. Une fois de plus il brilla par son «ingéniosité fasciste». Il inventa la thèse de la «double guerre» qu'il proclamait maintenant avec toute la force de la propagande fasciste. Selon cette thèse l'Italie luttait à la fois sur deux fronts. Elle menait la guerre en Afrique contre «l'armée équipée par des armes modernes» et numériquement supérieure du négus, et luttait en même temps sur le front économique-financier, contre les 52 puissances sanctionnalistes,²⁴ c'est-à-dire «contre l'Europe et le monde entier» qui, sous la conduite de l'Angleterre formait un front commun et tramait un complot international contre elle. Il serait difficile de dire laquelle des composantes de la thèse de la double guerre était dans une contradiction plus flagrante avec la réalité, toujours est-il que pendant la guerre, l'Ethiopie ne reçut aucune notable livraison d'armes et que les puissances occidentales observaient leurs décisions prises et n'entravaient pas la liberté d'action de l'Italie. L'effet pratique des sanctions n'y changea rien, tout au plus permettait-il à la propagande fasciste d'augmenter ses moyens.

La véritable explication réside dans l'attitude héroïque du peuple éthiopien. Dans un discours prononcé dans les jours précédant la guerre, l'empereur avait déclaré: «si les efforts des autres pays et nos propres efforts n'aboutissent à aucun résultat, et la violence diabolique en vient à déclencher la guerre précipitant le monde dans le malheur, la honte et la misère, alors l'Ethiopie, avec à sa tête son empereur, se lèvera et des centaines de milliers d'Ethiopiens mûs par leur esprit combattif et leur force de résistance milliennaires partiront dans la lutte. Avec l'aide de Dieu notre patrie résistera à l'agresseur jusqu'à la dernière goutte de sang de ses fils. Nous lutterons dans les forteresses naturelles des montagnes et des déserts qui nous ont été données par le Seigneur».²⁵ L'empereur connaissait bien les données de son pays et le caractère de son peuple, et quelques semaines plus tard ses paroles prirent forme dans la résistance du peuple abyssin. L'armée éthiopienne d'une organisation primitive, consistant de soldats qui ne disposaient presque pas d'armes et de vêtements (la majorité marchait nu-pied) fit preuve d'une extraordinaire aptitude au combat devant laquelle l'armée italienne resta perplexe. Comme l'Ethiopie ne disposait, pour ainsi dire, pas d'armée régulière, la résistance fut organisée dans les cadres de groupes de guerilla, observant la tactique traditionnelle de ce type de guerre. La lutte de l'armée éthiopienne était bien plutôt une insurrection générale populaire qu'une guerre de défensive méthodique d'une armée régulière disposant d'un commandement ferme. Les unités de type de guerilla indépendantes les unes des autres s'employaient avec beaucoup d'ingéniosité et de ruses à retarder l'avancement des Italiens. Faute de défense aérienne, ils formèrent des groupes serrés et tiraient des salves sur les avions volant assez bas.

Ces unités profitaient des possibilités naturelles du sol de l'Ethiopie. Les conditions géographiques et météorologiques de l'Abyssinie offraient à la guerre moderne des obstacles presque insurmontables. Le plus grand système de faille du globe s'étend précisément en Afrique de l'Est. Toute la région est constituée d'immenses volcans, de crevasses, de systèmes de fossés et de hauts-plateaux. C'est au Nord de ce système de faille que s'étend l'Abyssinie qui «s'élève tel un horst difficilement accessible du fossé qui l'entoure». Le «horst éthiopien» forme du côté de la mer un mur abrupt d'une hauteur de 2000 à 3000 mètres. Cette immense chaîne de montagnes est sillonnée partout par des failles, des fossés et d'érosions. Toute l'Ethiopie est constituée d'un ensemble compliqué de hautes montagnes et de hauts-plateaux aux murs abrupts. Chaque plateau de ce genre est une véritable citadelle. Les villages, couvents et églises forment en réalité un système de fortification naturel. Au pied des géants de montagnes couvertes de neige, de formes fantastiques, d'une altitude de 3000 à 4000 mètres s'étend, une région aride et désolée qui, en direction de la mer, se transforme brusquement en désert. Les conditions climatiques sont, conformément au terrain, excessives, allant de la chaleur torride du désert à travers le climat tropical jusqu'au climat dur et froid des hautes montagnes.²⁶ Ce territoire offrait aux Ethiopiens défendant leur patrie un terrain propre à la guérilla. Dans ces conditions la décision de l'empereur de n'accepter la bataille que dans l'arrière-pays, là où les configurations du terrain présentaient un obstacle presque insurmontable à la progression et au ravitaillement d'une armée même équipée de la manière la plus moderne, s'avéra juste. La résistance du peuple abyssin n'était, bien entendu, pas libre de certains «excès». La propagande italienne inondait la presse mondiale d'informations concernant la cruauté bestiale des Ethiopiens, leurs vengeances sanglantes, le massacre et la castration des prisonniers de guerre. Mais les Italiens n'étaient pas précisément en droit d'exiger l'observation des règles de la guerre. L'attaque sans déclaration de guerre, les villages incendiés, la dévastation du pays, voire même l'introduction de la guerre chimique décidée après l'enrayage de leur offensive étaient tout aussi contraires au droit de guerre que la réaction parfois consternante, mais compréhensible et conformes aux traditions du peuple abyssin aux excès des fascistes.

La vengeance nourrie par la haine des envahisseurs était, selon les traditions tribales, le devoir sacré de tout Ethiopien, la protestation d'un peuple désarmé, trahi et abandonné, le seul moyen qui lui permit d'exprimer son désespoir et sa colère, protestation spontanée contre la fascisme, qui tout en proclamant la nécessité de «civiliser l'Ethiopie» appliquait sous le prétexte de la supériorité omnipuissante et illimitée de la race blanche, les méthodes les plus barbares contre les Ethiopiens, hommes de couleur, c'est-à-dire considérés comme une race inférieure.

Voilà ce qui explique que l'expédition éthiopienne du fascisme se déroula dans des conditions plus dures et plus inhumaines qu'on ne l'avait cru au début. Mussolini avait pensé conquérir l'Ethiopie au prix d'une guerre de propagande, une guerre qui aurait illustré la force du fascisme par une puissante armée et des moyens techniques modernes que toutefois la faiblesse de l'ennemi aurait dispensé de livrer des batailles sérieuses. Toute cette expédition n'aurait pas dépassé les cadres d'une simple «marche contre Addis-Ababa» et d'une campagne représentative, qui était destinée à prouver au monde la force invincible de

l'Italie et nourrir dans les Italiens l'esprit belliqueux. Les forces armées destinées à être envoyées en Ethiopie furent concentrées et mises en route au milieu de festivités bruyantes, impliquant tous les accessoires de la propagande et du protocole fascistes devenus coutumiers et traditionnels. Les personnages connus de l'hierarchie fasciste: Farinacci, Bottai, Starace, Ciano, ainsi que les fils de Mussolini rejoignirent volontairement l'armée.²⁷ A côté des 5 divisions régulières embarquées les premières, on envoya en Afrique 5 «divisions à chemise noire», dénommée chacune d'un jour mémorable du fascisme.²⁸ Une sixième division de chemises noires fut formée des anciens volontaires, blessés et invalides de la I^{re} guerre mondiale, afin que tout le monde puisse se rendre compte: les fascistes vétérans n'hésitent pas à se ranger sous les drapeaux, lorsque la patrie les appelle. Toutefois, les événements de la guerre contrarièrent non seulement les projets originaux de Mussolini, mais révélèrent aussi une vérité importante qui se fit sentir déjà à cette occasion-là, pour devenir plus tard un des facteurs inhibiteurs de toutes les aventures militaires du fascisme. Tous les efforts du fascisme ne réussirent pas à éveiller dans le peuple italien l'esprit de conquête. Les manifestations bruyantes qui entourèrent la guerre ne suffisaient pas à dissimuler que le peuple italien éprouvait un mépris profond pour la campagne d'Ethiopie. Les divisions régulières, mais même les soldats des unités de chemises noires furent rebutés par les actes commis par les «unités d'élite» fascistes contre la population. Les simples soldats considéraient la conquête, tout comme la brutalité qui l'accompagnait indignes des traditions italiennes. Les difficultés de la guerre n'étaient pas pour aviver leur esprit combattif, et la majorité de l'armée n'avait qu'un seul désir: retourner le plus tôt possible dans son pays.

Le désabusement des soldats n'entraîna dans cette guerre pas encore de conséquences autrement graves. Mobilisant des moyens techniques de plus en plus importants, Mussolini réussit à retourner la situation de la guerre, et au bout de 7 mois d'efforts pénibles, en avril – mai 1936, la campagne entra dans sa phase finale. Le 31 mars 1936, Haïlé Sélassié tenta une dernière fois d'offrir une résistance désespérée à l'ennemi près du lac Asanghi, mais sur le territoire de Dessié, constituant la base principale de l'armée éthiopienne, Badoglio resta maître du champ de bataille. A partir de ce moment, l'armée italienne remporta une victoire après l'autre. Le 15 avril elle prit Dessié, et vers la fin du mois les conditions étaient mûres pour une offensive concentrée contre la capitale. Le négus quitta la capitale, et s'enfuit, le 3 mai, de Djibouti en Palestine. Le 5 mai Badoglio entra à Addis-Ababa, trois jours plus tard Graziani occupa Harar.

La victoire changea du coup le moral des fascistes qui jusque là avait été glacial et réservé. A l'époque où les troupes n'avançaient que péniblement sur le front, Mussolini était sur le point de s'accommoder avec le négus, à des conditions, évidemment outrecuidantes et inacceptables. Il proposa de diviser l'Ethiopie en trois parties, dont une serait passée dans la possession de l'Italie, la deuxième, serait restée nominalement sous la souveraineté du négus, tout en étant gouvernée exclusivement par des Italiens, enfin la troisième aurait été gouvernée par le négus, mais sous le contrôle de l'Italie. Le succès militaire balaya naturellement toute espèce de projet d'accommodement. Le problème abyssin fut résolu d'une manière «totale», dans le cadre d'une grande parade

du fascisme italien. Le 5 mai, Mussolini parut sur le balcon du Palazzo Venezia et donna lecture du télégramme de Badoglio qui venait d'arriver et dans lequel le général annonça son entrée à Addis-Ababa: «J'annonce au peuple italien et au monde entier que la paix est rétablie. Après les sept mois d'hostilités acharnées j'ai de la peine à prononcer ce grand mot sans émotion et fierté, mais j'estime absolument nécessaire d'ajouter qu'il s'agit de notre paix, de la paix romaine qui se traduit dans cette phrase unique, irrévocable et inébranlable: L'Ethiopie est italienne».²⁹ Le 9 mai, le Grand Conseil fasciste réuni émit une résolution laconique comprenant deux points brefs, que Mussolini communiqua à la foule de nouveau du balcon du Palazzo Venezia. Le bref communiqué retentissait dans la radio italienne: «1. Les territoires et les habitants qui auparavant relevaient de l'Empire Ethiopien sont soumis désormais intégralement à la souveraineté du Roi d'Italie. — 2. Le roi d'Italie et ses descendants adoptent le titre d'Empereur d'Ethiopie». Et Mussolini d'ajouter: «Légionnaires, levez haut vos insignes, vos armes et vos cœurs, et saluez l'empire qui après 15 siècles vient de réapparaître sur les collines fatales de Rome».³⁰ Lui-même prit le titre de «fondateur de l'empire», mais — comme le remarquent spirituellement les historiens italiens — oublia une chose, à savoir qu'entrel le nouvel empire de Mussolini et l'empire romain il existait une différence fondamentale: l'Empire Romain embrassait tout le bassin de la Méditerranée, mais ne comprenait pas l'Ethiopie, l'empire de Mussolini par contre s'étendait à l'Ethiopie, mais, à l'exception de la Lybie et de quelques îles dans la Méditerranée, à rien d'autre.³¹ Ajoutons encore une autre différence. L'Empire romain, comme l'Etat le plus évolué du monde antique — tout en imposant son joug à beaucoup de peuples — répandit sa civilisation et sa culture dans tout le Bassin Méditerranéen et dressa ainsi un monument durable de sa puissance. Le fascisme se réclamait de cette tradition, et proclamait que son empire serait «civilisé et humanitaire», puisque «la tradition de Rome voulait qu'après avoir remporté la victoire, il relie les peuples à son propre sort».³² Mais la guerre à peine terminée, de nouvelles voix se firent entendre qui flétrissaient les «métis» et déclaraient bientôt: «sans une conscience raciale claire, catégorique et omniprésente on ne peut maintenir des empires».³³ En d'autres termes, cela signifiait que le fascisme entendait traiter les peuples conquis sur la seule base du racisme. La fondation de l'empire n'était même pas encore déclarée, lorsque, le 1^{er} mai 1936, le gouvernement fasciste promulgua sa première loi portant sur la «cohabitation» des Italiens et des Abyssins. La loi interdisait le mariage, «la cohabitation destructive» entre Italiens et Abyssins.³⁴ La loi du 19 avril 1937 qualifiait le mariage mixte directement de délit et prononçait pour la cohabitation des Italiens et des «indigènes» une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans de détentions.³⁵ Ces lois signifiaient un changement notable dans le système théorique du fascisme esquissé plus haut. Alors qu'avant la guerre le principe racial constituant la conception de base du fascisme avait un caractère purement historique, les lois dirigées contre le métissage mettent en relief la conception biologique de la race qui ne tardera pas à conduire à l'introduction des «lois juives» en Italie.

Les territoires conquis furent divisés en quatre gouvernorats et à leur tête on nomma un vice-roi. (Le premier vice-roi fut Badoglio prince d'Addis-Ababa, mais le 11 juin déjà, Mussolini le remplaça par Graziani.) Les années du régime

colonial passèrent sous le signe de la «pacification de l'Éthiopie», puisque le peuple abyssin n'accepta pas la «communauté de sort» qui lui fut imposée par le fascisme, et pas un seul instant sa résistance ne faiblit. Aussi les soldats italiens étaient-ils rien moins qu'heureux de se rendre en Éthiopie, pas plus que les ouvriers que Mussolini envoya en Éthiopie pour canaliser l'excédent démographique. En octobre 1936, les rapports parlent de 129 soldats et de 44 ouvriers, en novembre de 100 soldats et de 56 ouvriers, en décembre de 79 soldats et d'ouvriers qui périrent en Éthiopie des balles des «révoltés». Cette situation ne changea pas essentiellement par la suite, bien que Mussolini émit son fameux ordre cruel «dieci abessini per ogni italiano». ⁵⁶ En 1937 un attentat fut commis contre le vice-roi Graziani. L'attentat ayant échoué, «le lion de Neghelli» reçut comme titre de consolation le titre de duc de Neghelli, puis se hâta de quitter le pays. Il eut comme successeur le duc d'Aosta, qui tenta également sans succès à mener à bien la pacification. Le régime italien en Éthiopie ne put jamais devenir général, et ne s'étendait en réalité qu'aux localités dans lesquelles les troupes italiennes étaient stationnées. Mais là encore, les Italiens ne dominaient pas la situation, car du fait des attaques des partisans il arrivait plus d'une fois qu'ils ne pouvaient sortir de leurs forteresses. Le dictateur lui-même se plaignit à la Saint Sylvestre de l'année 1938 à son ministre des affaires étrangères qu'Asmara était en pleine révolte et les 65 bataillons qui y stationnaient étaient obligés de s'installer dans les forteresses". ⁵⁷

Même aux pourparlers italo-allemands précédant immédiatement le déclenchement de la deuxième guerre mondiale (Salzbourg, 12 août 1939), le ministère des affaires étrangères d'Italie — conformément à l'intention de Mussolini — mit en avant, comme argument principal, que l'Italie ne pourrait pendant trois ans au moins pas participer à aucun conflit risquant d'aboutir à une guerre mondiale, puisque l'Éthiopie restait un facteur incertain dans la politique étrangère. «Il est vrai que l'Abyssinie est paisible — dit-il — jusqu'aux régions anglaises où les Anglais avaient provoqué des difficultés dans les milieux des habitants par des moyens financiers et de propagande, mais cette paix n'est que superficielle. Il suffirait qu'au moment d'un conflit général quelques avions anglais sèment en Abyssinie des tracts disant que le monde s'est révolté contre l'Italie pour que le négus retourne dans le pays et déclenche la révolte des Abyssins. De plus, en cas d'un conflit, l'Abyssinie serait totalement coupée de la patrie-mère et le sort des 200 000 Italiens deviendrait totalement incertain». ⁵⁸ L'argumentation du ministre des affaires étrangères semble avoir été davantage qu'un simple tactique.

Le seul résultat de l'aventure abyssine était qu'elle avait apporté au dictateur la première victoire militaire à laquelle il n'avait cessé d'aspirer pendant toute sa carrière de chef. La réalisation de ce rêve coûta au peuple italien 21 millions de liras. En même temps — bien qu'on eût promis aux Italiens que la conquête de l'Éthiopie «cette immense porte leur permettant d'accéder à toutes les possibilités de l'avenir», ⁵⁹ marquerait l'ouverture d'une nouvelle époque, en réalité aucun des problèmes que Mussolini avait mis en rapport avec l'Éthiopie ne fut résolu. Ni l'industrie, ni le commerce ne connurent un essor appréciable. Le commerce de l'Italie avec ses propres colonies ne s'élevait, même en 1939, qu'à 2% de l'ensemble des échanges de marchandises. La somme affectée au maintien du régime colonial était le décuple de ce que l'Italie y

gagnait.⁴⁰ La nécessité de trainer l'excédent de la population resta également un « bluff ». Les simples citoyens, les non-fascistes tout comme les chemises noires furent leurrés. Dans l'action de colonisation les soldats qui avaient participé aux opérations militaires jouissaient d'un droit de priorité. Mais — comme l'écrivit le propagandiste officiel du fascisme — soldats, paysans, ouvriers commencent par s'engager comme salariés en Ethiopie, puis « bientôt » (i) « en cinq à sept ans (i), ils deviennent propriétaires du sol ».⁴¹ Cette perspective n'était pas particulièrement alléchante et n'attirait personne en Ethiopie, où une fois de plus selon la description de Gayda — même les indigènes qui pourtant étaient habitués au climat torride, désignaient par le nom de « noina dog », « zone de vie » les territoires habitables et cultivables. Les blancs ne pouvaient supporter le climat qu'à une altitude de 1700 à 2500 m au-dessus du niveau de la mer.⁴² L'effort qu'un colon devait déployer n'était pas en rapport avec la perspective d'être au bout de 5 à 7 ans éventuellement propriétaire d'un terrain. Aussi n'y eut-il que fort peu à choisir le type du colon ouvrier-paysan-soldat élevé en idéal par le fascisme. C'est ainsi que — comme le fait observer fort spirituellement l'historien anglais Mack Smith — après la conquête de l'Ethiopie au prix de beaucoup de sang, de sacrifices, d'horreurs et de souffrances la population italienne de New York était toujours dix fois plus grande que l'ensemble de la population italienne relevant de l'empire.⁴³

Notes

¹ Toute réponse susceptible de satisfaire aux questions posées suppose à priori deux constatations en corrélation étroite. Le fascisme italien — tout comme le national-socialisme — ne peut pas être considéré comme une idéologie et un système philosophique intégral. La conception du monde du fascisme ne constitue pas un système indépendant, mais forme un complexe hétérogène et chaotique de vues, conceptions et constatations empruntées à d'autres systèmes philosophiques, qui de plus a évolué et a changé selon la situation historique donnée et les buts politiques à atteindre. Néanmoins, on y relève une certaine continuité logique, notamment en ce que, au cours de toute son existence il s'est tourné de manière conséquente vers un certain type de systèmes philosophiques idéalistes et irrationnels auxquels il puisait ses thèses principales. De plus — et c'est là peut-être le facteur essentiel — le fascisme a appliqué les traditions de l'histoire, de la culture et de la pensée, traditions réactionnaires ou, même, à la rigueur, progressistes à leurs époques dans tous les pays, avec un pragmatisme particulier et arbitraire et a formé grâce à une rhétorique sophistique conforme à un but donné, un ensemble théorique.

² Célèbre devise de Nietzsche: « Vivre dangereusement! »

³ Le fascisme est non seulement un parti, mais un système, non seulement un système, mais une foi, non seulement une foi, mais une religion... Voir: *Nolte, E.: Der Faschismus in seiner Epoche*, München, 1963, p. 286.

⁴ Au commencement des années 1930 des tableaux devaient être affichés dans les écoles, portant l'inscription: « Le Duce a toujours raison ».

⁵ Afin de maintenir le peuple italien dans la ferveur permanente des luttes, les fascistes ont présenté toute nouvelle initiative comme une nouvelle mystique et une nouvelle campagne. Le règlement des conditions monétaires fut appelé « campagne de la lire » (1925), la campagne amorcée pour la solution du problème du blé « bataille du blé » (1928-1933), les mesures prises pour l'augmentation démographiques étaient nommées « mythe de Rome », la politique économique autarcique « campagne d'autarcie ». Enfin, au milieu des années 30, « la mystique de l'empire » passa au premier plan.

⁶ Cf. *Togliatti, P.: A Demokrácia és a szocializmus problémái* (Problèmes de la démocratie et du socialisme) Kossuth Könyvkiadó, Budapest, 1965, p. 60.

⁷ A cette époque les enfants de 6 à 14 ans devaient obligatoirement être membres de l'organisation des Balilla fondée le 10 décembre 1925. Les balilla étaient organisés sur une base strictement militaire. Les garçons de 14 à 18 ans participaient à l'organisation «Avanguardista». Leur formation était assurée par des officiers de l'armée. A l'âge de 18 ans, les garçons passant par la érévision fas:iste furent enrôlés dans l'armée.

⁸ Pour la théorie du fascisme, voir *Volpe, G.*: [Histoire du fascisme.] Rome, 1940.

⁹ *Rönnfahrt — Euler*: Konferenzen und Verträge. Vertrags-Ploetz. Würzburg, 1959. pp. 124 — 125.

¹⁰ Le traité ne fut ratifié par aucune puissance.

¹¹ *Salvatorelli — Mira*: Storia d'Italia nel periodo fascista. Einaudi. 1957, p. 764.

¹² En 1934 il déclara au cours d'une réunion: «Il faut écarter tout malentendu à propos de ce que je considère comme la tâche séculaire de la génération d'aujourd'hui et des générations italiennes futures. Il ne s'agit pas d'une conquête territoriale — il faut que tout le monde, ceux qui sont près de nous et ceux qui sont loin, le comprennent — mais d'une expansion naturelle qui peut conduire à une coopération entre l'Italie et les pays d'Afrique, entre l'Italie et les pays du Proche et du Moyen-Orient». *L. Mosley*: Le chemin de fer de Djibouti. Cimek a nemzetközi sajtó-ból. [Articles de la presse internationale.] IX^e année, N° 64, p. 76.

¹³ Le général de Bono, ministre des affaires coloniales fut envoyée déjà en 1932 en Erythrée pour qu'il étudiat la situation sur place. Dans ses mémoires il relate que l'expédition fut décidée en 1933, et comme terme on fixa 1936 au plus tard. Le projet était considéré comme strictement secret: «Le Duce ne parla jamais des opérations militaires imminentes en Afrique de l'Est; lui et moi, nous étions les deux seuls à savoir — écrit De Bono — ce qui allait arriver, et jamais aucune nouvelle ne transpira». Ibid. p. 77.

¹⁴ Le même que le futur ambassadeur de l'Italie à Budapest.

¹⁵ *Halmosy, D.*: Nemzetközi szerződések (Traité internationaux.) 1918 — 1945. Budapest, 1966. pp. 352 — 355.

¹⁶ L'Ethiopie qui était le troisième principal actionnaire du chemin de fer ne fut pas informée des nouvelles conditions de propriété.

¹⁷ MacDonald, Dimon, Flandin, Laval, Mussolini et Suvich (vice-ministre des affaires étrangères)

¹⁸ *Patiomkine, V. N.*: A diplomácia története (Histoire de la diplomatie) Budapest, 1949, p. 549.

¹⁹ La photocopie du rapport se trouvait sur le bureau de Mussolini. *Sieber, F.*: Italiens Weg in dem zweiten Weltkrieg. Frankfurt-am-Main (Bonn, 1962. p. 33.

²⁰ La clé du succès de l'agression se trouvait, en conséquence de facteurs stratégiques, entre les mains de l'Angleterre et de la France. L'Italie était séparée de ses colonies africaines par une voie maritime d'une longueur de plusieurs milliers de lieues conduisant à travers le canal de Suez contrôlé par les Anglais qui pouvaient facilement empêcher toute espèce d'évolution militaire, ou arrêter, même lorsque l'armée expéditionnaire était déjà passée, les livraisons de ravitaillement. Au point de vue militaire l'agression ne pouvait être couronnée de succès si du côté des anciennes colonies anglaises et françaises entourant l'Ethiopie (Soudan, Kenya, Somalie Britannique, Somalie Française) il se manifestait une passivité militaire absolue.

²¹ *Gambetti, F.*: 1919 — 1945, Inchiesta sul fascismo. p. 201.

²² *Morris, R. B.*: Encyclopedia of American History, New York, 1953. p. 328.

²³ Cette bande de territoire fut surnommée par les journalistes français spirituellement «le corridor des chameaux». Comme la ligne de chemin de fer Djibouti — Addis-Abéba était entre les mains des Français, la route de caravane aurait constitué le seul moyen de sortir sur le littoral.

²⁴ *Gayda, V.*: Mit akar Olaszország? (Que veut l'Italie?), Budapest. s.d. p. 146. Cf. *Volpe*: op. cit. pp. 201 — 203.

²⁵ *Mosley, L.*: op. cit. ibid. IX^e année, n° 75, p. 62.

²⁶ A Kultúra Világa. A Föld országai. Az emberiség története. (Le monde de la civilisation. Les pays de la terre. L'histoire de l'humanité). p. 481.

²⁷ *Gambetti, F.*: op. cit. p. 202.

²⁸ «Le 23 mars»: date de la réunion de San-Sepolcro; «le 28 octobre»: jour de l'entrée solennelle à Rome; «le 21 avril»: jour de la Fondation de Rome, de la fête officielle du Travail et de l'émission de la Carte del Lavoro; «le 3 janvier»: le deuxième coup d'Etat; «le 1^{er} février»: voir: Tosti: Italia del nostro tempo. Rizzoli — Milano. 1956, p. 258.

²⁹ *Salvatorelli — Mira*, op. cit. p. 841.

³⁰ Ibid. p. 842.

³¹ Ibid.

³² *Volpe*: op. cit. p. 203.

³³ *Voir*: *Nolte*: op. cit. p. 294.

³⁴ *Gayda*: op. cit., p. 236.

³⁵ *Ibid*

³⁶ «Dix Abyssins pour chaque Italien!»

³⁷ *Journal de Ciano*, 1939-1943, Budapest, Athenaeum s.d. p. 29.

³⁸ *Geschichte des zweiten Weltkrieges in Dokumenten* tome III. Der Ausbruch des Krieges 1939. München, 1956, p. 35.

³⁹ *Volpe*: op. cit. p. 204.

⁴⁰ *Mack Smith, D.*: *Storia d'Italia*. Dal 1861 al 1958, Laterza. Bari 1961. p. 698

⁴¹ *Gayda*: op. c t., p. 234.

⁴² *Ibid*.

⁴³ *Mack Smith*: op. c t. p. 699.